

[Texte]

signature qu'apposait notre premier ministre, le 11 mars dernier, à la Déclaration de La Haye sur l'environnement. L'une des clauses de cette déclaration se lit comme suit:

Le droit à la vie est celui dont procèdent tous les autres. Garantir ce droit est le devoir primordial des dirigeants de tous les États partout dans le monde.

Merci.

• 1555

Mme Gitane Maltais (vice-présidente de Campagne Québec-Vie): Je suis très honorée de représenter mes collègues pro-vie et les milliers de femmes et d'enfants en attente d'une loi juste qui protège les plus faibles et les plus démunis de notre société.

Je suis impliquée depuis trois ans à temps plein dans un organisme à but non lucratif qui donne l'alternative à l'avortement. Je vois de près les souffrances des femmes prises avec une grossesse non désirée et non planifiée. Je vois aussi des femmes prises avec un deuil dû à l'avortement, abandonnées par leur entourage qui leur dit que ce n'est rien, qu'elles ne souffrent pas et que l'avortement qu'elles ont subi les rendra libres et heureuses. Quelle foutaise! Je vois des milliers de femmes rendues infirmes gynécologiquement parlant, endurcies par la violence d'un avortement, ne pouvant plus faire confiance à quiconque, ne pouvant plus aimer parce qu'elles-mêmes rejetées dans toute leur nature de femme et ayant perdu le sens des vraies valeurs. Elles cherchent désespérément auprès des femmes révoltées qui, elles aussi, ont vécu le même sort et ne peuvent que transmettre ce qu'elles ont, c'est-à-dire la violence. Non, les femmes n'ont pas échappé à la violence de notre société et, comme la jeunesse actuelle, elles sont victimes de fausses valeurs véhiculées par des gens aussi révoltés qu'elles et sans espoir.

Ce que je propose au gouvernement concernant le projet de loi C-43, c'est de prendre conscience que l'avortement est un mal pour les femmes aux prises avec une grossesse non désirée, un mal pour la famille et un mal pour la société.

Il y a des solutions à court, moyen et long termes. Il s'agit de donner aux femmes les moyens psychologiques, physiques et financiers de vivre une grossesse non désirée avec le plus d'épanouissement possible. Il s'agit de changer la situation des femmes révoltées et rejetées en situation d'approbation pour leur grossesse, de réconfort et d'amour pour leur nature et la vie de leur enfant. En dernier recours, si elles ne veulent pas de leur enfant, il s'agit de favoriser l'adoption, avec l'assurance qu'elle donnera la joie à une famille qui veut des enfants. Ainsi, le sentiment de culpabilité et de violence de l'avortement ne sera plus vécu par des milliers de femmes et de jeunes filles à qui on ne propose que cette solution dans tous les milieux hospitaliers.

[Traduction]

Environment on March 11, 1989. One of the clauses of the Declaration tells us that:

The right to life is that from which stem all others. Ensuring this right is the prime duty of all governments leaders throughout the world.

Thank you.

Mrs. Gitane Maltais (Vice-President, Campagne Québec-Vie): It is a great honor for me to speak on behalf of my pro-life colleagues and of the thousands of women and children awaiting for a just legislation that will protect the weakest and the most defenceless in our society.

For 3 years now, I have been working full time with a non-profit organization that offers the alternative to abortion. I witness first hand the suffering of women confronted with an unwanted and unplanned pregnancy. I also meet women dealing with the affliction related to an abortion, abandoned by their own circle where they are told that there is nothing to it, that they are not suffering, and that their abortion will make them free and happy. What nonsense! I see thousands of women who now suffer from a gynecological handicap, hardened by the violence of an abortion, no longer able to trust someone, incapable of love because they are themselves alienated in all their femininity, and having lost their sense of true values. They desperately pursue their search with other angry women who, they too, have lived the same experience and can only provide what they do have, that is violence. No, these women did not escape the violence of our society, and, as today's youth, they are the victims of false values propagated by people as alienated as they are, and without hope.

In regard to Bill C-43, I ask the government to be aware that abortion is a wrong to women dealing with an unwanted pregnancy, a wrong to families, and a wrong to society.

They are solutions for the short, medium and long term. It is to provide women with the psychological, physical, financial means to live through their unwanted pregnancy with the maximum possible self growth. It is to change the environment of these angry and rejected women to place them in an environment that approves of their pregnancy, provides them with caring and love for their own nature and the life of the child. As a last recourse, if they do not want to keep the child, we would then privilege adoption with the assurance that it will provide joy for a family who wants children. Thus, the feeling of guilt and violence associated with abortion is no longer going to be the fate of thousands of women and adolescents to whom abortion is the only solution proposed in all the hospital settings.